

CIBLE

Article 16

Une nouvelle fois, Nicolas Sarkozy attaque les principes fondamentaux du droit.

Il a nié le principe de souveraineté nationale en refusant de soumettre à référendum le traité de Lisbonne.

Il accepte que le principe de non-rétroactivité des lois soit violé en matière de rétention de sûreté.

Lorsque cette disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel, il a demandé au premier président de la Cour de cassation de lui faire des « propositions » pour que la rétention des criminels dangereux à leur sortie de prison soit appliquée immédiatement.

Ce faisant, Nicolas Sarkozy viole l'article 62 de la Constitution qui dispose que « les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours ».

Et il viole le principe de séparation des pouvoirs lorsque, pour se justifier, il prend la place des juges en déclarant qu'on ne peut « laisser des monstres en liberté après qu'ils ont effectué leur peine ».

Désormais, nous garderons constamment en mémoire l'article 16 de la Déclaration de 1789 : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».

Nous en sommes là.

DÉPORTATION

La mémoire manipulée

Idées

**Pierre
Manent**

p. 9

Russie

**Poutine et
Medvedev**

p. 5

Valmy

Depuis plusieurs mois, je lis *Royaliste* avec intérêt même si je ne partage pas toutes vos prises de position. Je suis obligé de réagir à l'article de Jacques Blangy intitulé *Valmy* où l'auteur fait un panégyrique du *Détachement Valmy*. Je n'ai pas connu cette époque (mon père encore en vie et résistant à partir de 1942 m'en a parlé) mais je l'ai étudié assez attentivement sous la direction de feu René Rémond et je m'inscris en faux contre les conclusions de l'article vantant la page glorieuse de la Résistance que constitue l'action du détachement *Valmy*.

Tout au contraire, je crois que l'action des communistes durant la dernière guerre a été particulièrement négative pour la Résistance : la politique des assassinats de militaires allemands a eu les conséquences les plus désastreuses et a coûté un nombre incalculable de vies humaines, en particulier d'otages. Quant au *Détachement Valmy*, il s'est livré à un certain nombre d'assassinats aveugles et souvent lâches.

A. H. (Vienne)

Réaction

Il y avait fort longtemps que je voulais vous écrire pour vous faire part de mon grand plaisir de vous lire – parfois avec retard – mais toujours avec intérêt quelquefois étonnement. J'ai noté, avec regret, comme d'autres lecteurs, le peu de place que *Royaliste* consacre à la Famille royale mais je crois en comprendre hélas les raisons. J'ai également noté – mais il ne s'agit peut-être que d'une impression hautement subjective – que le ton du

journal s'est quelque peu durci, notamment dans ses jugements sur un certain nombre d'hommes politiques, trop ambitieux ou trop conformistes, mais les deux vont souvent de pair. Les partis, eux, ne sont pas davantage épargnés, le PS parce qu'il n'est plus vraiment socialiste, l'UMP parce qu'il est de droite, je veux dire non gaulliste. (cf. un bon mot attribué au général de Gaulle). J'y vois une sorte de désenchantement qui ne rime pas nécessairement avec un repli frileux sur soi-même.

J'éprouve le besoin de réagir à la *Tribune libre* de Raoul Gaillard consacrée au Président de la République (parue dans *Royaliste* n° 916). Je suis bien d'accord, on ne peut nier la pugnacité et le volontarisme du leader d'une droite décomplexée, sûre d'elle-même et fière de son idéologie ultra-libérale. Quant au charisme qui implique, pour qu'il dure, des succès sans fin – ce qui est improbable – si j'ai bien compris le sens de ce mot, il est d'abord l'expression d'une perception populaire envers un chef le plus souvent autoproclamé, qui ne correspond pas forcément à la réalité, tant la *comm'* – avant on disait propagande – est devenue, au siècle de l'image, une obsession quotidienne ! Certes le peuple a besoin d'être gouverné, d'instinct le peuple le sait, mais il est parfois naïf, et s'il croit un peu trop facilement aux promesses, c'est, sans être parfait lui-même, qu'il a du mal à croire qu'on lui ment très régulièrement. Quant à affirmer que *les masses font l'histoire*, cela me paraît être une demi-vérité ; il s'agirait donc d'un demi-mensonge.

À propos de la tentative de diaboliser qui vous savez, je partage l'avis, malgré de vives inquiétudes

qui transcendent les partis, qu'il est vain de poursuivre dans cette voie inefficace, comme il serait vain de croire encore avec un enthousiasme juvénile que l'homme qui veut tout changer – mais est-ce si sûr ? – a toujours raison. Qu'il ait été élu parce qu'il était le meilleur président possible – sur le marché ! – cela reste à démontrer ; on ne le saura peut-être jamais. De plus, un bon candidat ne fait pas toujours un bon président... Qu'il ait été en phase avec l'opinion relève d'une vive intelligence, mais que je sache, le peuple n'est pas immanquablement infaillible. Qu'il y ait, en plus d'un tragique vide spirituel que le Pape n'est pas le seul à déplorer, un *vide politique majeur*, c'est une cruelle évidence qui survalorise le combat des chefs, ou présumé tels.

Mais faire de l'*Europe* un bouc émissaire, non ! Bien qu'elle soit peu satisfaisante et très souvent agaçante – j'ai voté *non* au dernier référendum ! Cette attitude me déplaît autant que celle qui veut faire croire que demain tout sera réglé si l'on modernise ses règles. On nous a déjà fait le coup avec l'euro !

Une fois de plus l'école est attaquée (cf. *le peu de bagage intellectuel offert par la scolarité*) avec une sévérité excessive, comme si dans une société malade, elle pouvait éviter de l'être peu ou prou. Certes, il faut juger sur les actes, mais certains ont déjà une claire portée symbolique ; quant à l'éloquence, je vous renvoie à Amélie Nohomb qui écrit : « *Les pires accidents de la vie sont langagiers* », autrement dit les paroles sont aussi des actes... Quant aux sortilèges du bon sens, tout le monde a, en mémoire, l'article de Sylvie Fernoy, que l'on peut, je crois, résumer ainsi : derrière le *bon sens* peut se cacher ou l'ignorance ou le mensonge.

Que devons-nous craindre : que le président échoue ou réussisse ? À certains égards, on peut craindre qu'il réussisse ! Car je ne vois pas de grandeur s'il n'y a pas de projet généreux, ambitieux et unificateur ! Il reste qu'on ne sait jamais entièrement ce qu'il y a dans la tête d'un être humain, c'est sans doute à cette méconnaissance qu'un chanteur faisait allusion quand il chantait *l'indispensable part de mystère*, laquelle peut inquiéter ou rassurer.

Le pire n'est jamais sûr dit-on... Enfin, ceci pour terminer, comparer un *homme politique* à un *artiste*, c'est peut-être une façon de sous-entendre que l'œuvre est toujours supérieure à l'auteur.

J.-M. G. (Vendée).

Vu de Belgique

Quelques impressions face aux critiques diverses que j'ai lues dans votre revue *Royaliste*. S'il apparaît clairement que Sarkozy s'est donné les pleins pouvoirs, cela est-il une exception dans la V^e République ? Je ne le crois pas. Voyez donc comment François Mitterrand gouverna la France. N'est-ce pas contre l'avis de la très grande majorité des Français qu'il abolit la peine de mort ? Je comprends parfaitement, et c'est mon cas aussi, que les initiatives présidentielles de l'ultra-droite, on s'en passerait bien, mais il n'agit pas différemment que ses prédécesseurs en matière de gouvernance de l'État. Et certes si Mitterrand avait la carrure d'un monarque éclairé, Sarkozy (tout comme Ségolène Royal) n'a la carrure que d'un régent aux dents acérées.

Enfin vous pensez pouvoir rétablir la monarchie en France en présentant un candidat royaliste aux élections. Mais, et vos critiques mêmes à l'égard de François Bayrou le montrent, l'institutionnel est la dernière chose qui intéresse les Français lors d'une élection présidentielle. Ce qu'on demande à un candidat sont des propositions de politique étrangère, économiques, sociales, sécuritaires et certainement pas de savoir s'il faut une proportionnalité dans la représentation des élus du parlement (proposition principale de Bayrou que vous semblez avoir ignorée) ou s'il faut un Roi plutôt qu'un président. Vos propres critiques à l'égard de Bayrou le montrent.

Je m'en tiens à une stratégie simple : propulser dans l'univers des idées des Français une volonté de monarchie moderne, lancer une pétition pour un référendum tous les dix ans sur le sujet et faire campagne lors de chaque référendum jusqu'à ce qu'on aboutisse. Une présidentielle n'est pas le lieu pour ce genre de choses.

Malgré mes critiques, bonne continuation...

P. L.B. (Belgique)

royaliste
BIMONÉAL • DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD HENSLIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Vigilance républicaine - Menaces - p.4 : Et pendant ce temps là... - Halte aux fous ! - p.5 : La succession Medvedev - p.6/7 : Belgique en sursis - p.8 : Regards sur la religiosité américaine - p.9 : Enquête sur la démocratie - p.10 : Otages, ô désespoir ! - Regards - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Manipulation de mémoire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Vigilance républicaine

Menaces

Plus de 15 000 personnes ont signé la pétition ⁽¹⁾ qui a déclenché l'ire des proches du chef de l'État.

De fait, c'est au nom de la *vigilance républicaine* que l'ancien proche du général de Gaulle, Pierre Lefranc, Dominique de Villepin, Ségolène Royal, François Bayrou, Jean-Pierre Chevènement, Corinne Lepage, Nicolas Dupont-Aignan, Bertrand Delanoë, Noël Mamère, Arnaud Montebourg, Jean-Pierre Brard, et autres citoyens de diverses convictions ont co-signé ce manifeste.

Face aux derniers écarts de la politique sarkozienne, ils formulent « *leur attachement au principe républicain et, en conséquence, leur refus de toute dérive vers une forme de pouvoir purement personnel confinant à la monarchie élective.* »

Saluons ce sursaut civique par des vœux de bienvenue - car voilà belle lurette, sans avoir attendu l'actuelle présidence, que nous pointons les dérives de l'État de droit. Ajoutons-y... un grain de sel.

Pourquoi diable *Marianne* use-t-elle de méandres amphigouriques ? J'appelle un chat un chat et Sarko un fripon. Faut-il incriminer la forme du pouvoir alors qu'à l'évidence c'est ce que l'homme en fait, par le fond ou l'absence de fond, qui revêt sous nos yeux des formes délirantes ? À moins qu'on laisse entendre (avec les signataires présents que la V^e République indispose - Montebourg, Brard, Mamère...) que la forme du pouvoir présidentiel est intrinsèquement perverse, entachée d'autoritarisme ?

Quant au pouvoir lui-même, qu'il soit *purement personnel* serait une circonstance aggravante ? *Pouvoir personnel* ne suffit-il pas à qualifier l'autocrate qui agit sans égard pour la communauté ? On croyait jusqu'ici que l'homme d'État était, par vocation, celui qui acceptait de sublimer ses intérêts, de *dépersonnaliser* autant qu'il pouvait son action pour être tout entier l'homme de la nation ? En tant que *personnel*, tout pouvoir est un détournement de fonction, l'usurpation d'un mandat, a fortiori s'il est le fait de l'homme de tête. Peut-être le rédacteur de la motion s'accommoderait-il d'un pouvoir *moins purement* autocratique, moins exclusivement ou publiquement conditionné par l'égoïsme ?

Enfin, *Marianne* ressort la vieille lune des républicanistes à court d'inspiration : Refusons la *dérive* vers une « *forme de pouvoir purement personnel confinant à la monarchie élective* » ! Des internautes ont eu aussitôt les bons réflexes salivaires : « 4029. Bérengère : *Bravo Marianne ! C'est hallucinant ce théâtre politique sarkozyste, NON AU RETOUR DU ROI !* Ou encore 4112. Pascal : *Le roi de France est mort depuis bien longtemps ! Vive la république laïque démocratique et le respect de la Constitution !* »

Ainsi, la vraie faute de Nicolas Sarkozy est de ressusciter Louis XVI, ramener le pouvoir à son péché originel, dont une heureuse révolution nous a sauvés : la monarchie. La

monarchie *élective* rongerait sourdement de l'intérieur la République... Sourdement, car la phrase est bordée d'atténuations prudentes : c'est une *dérive*, et ce pouvoir personnel ne fait que *confiner* à la monarchie élective...

Pédantes pruderies faites pour fuir ses devoirs de démocrate critique et feindre d'ignorer les faits qui tous aveuglent :

1) la V^e République concilie la forme républicaine la plus achevée avec une assez bonne monarchie élective ;

2) des petits rongeurs de tous bords s'acharnent sur ses institutions. Par la régression du septennat qui prive le président de distance, le gouvernement d'initiative et le parlement d'autonomie. Par l'attirance perverse des bobos vers un présidentielisme à l'américaine qui se traduit chez nous en un caporalisme de foutriquet. Enfin par une allégeance courtisane des élites au clan dominant - sous Mitterrand jadis comme sous Sarkozy - *confinant* à la putaserie d'un culte de la personnalité soviéto-monégasque.

Encore un sursaut, citoyens, et la vigilance républicaine vous éveillera à l'intérêt d'une monarchie élective ou héréditaire comme chez nos voisins, qui, par l'efficace modestie de son service et son dédain des fanfreluches, protège la nation et garantit la démocratie.

Luc de GOUSTINE

■ (1) mise en ligne par *Marianne* : http://www.marianne2.fr/L-Appel-republicain-de-Marianne_a83903.html

Après Rachida Dati, Christian Estrosi. Nous assistons à une offensive des membres du gouvernement et de certains élus de la majorité pour détruire les principes généraux du droit. Ce n'est plus seulement la Constitution que l'on viole, mais la Déclaration de 1789.

Tel a été le cas lors de la rédaction de la loi sur la rétention de sûreté : on a voulu nier, en ce domaine, le principe de la non-rétroactivité des lois.

Saisi par les députés et sénateurs de gauche, le Conseil constitutionnel a rendu le 21 février une décision complexe et discutée qui sauve, par la censure partielle de la loi contestée le principe de non-rétroactivité. Mais le Conseil considère que la rétention de sûreté n'est pas une peine : c'est, selon lui, une mesure administrative qui est soumise au contrôle des juges en différentes étapes de la procédure.

Fin d'alerte ? Non. Ce même 21 février, Christian Estrosi, secrétaire d'État à l'Outre-Mer, souhaitait que l'on suspende le droit du sol à Mayotte pour les enfants nés de parents étrangers. C'est idiot : la mesure n'empêcherait pas l'arrivée massive d'habitants des Comores et on fabriquerait de nouveaux clandestins. C'est surtout une atteinte délibérée au principe d'égalité : la loi « *doit être la même pour tous* » (article 6 de la Déclaration) et s'applique sur tous les territoires français.

À quand la prochaine attaque ?

Sylvie FERNOY

Et pendant ce temps-là...

Pendant que Nicolas Sarkozy s'occupe de ses affaires maritales, de ses disputes familiales, de ses conflits électoraux, des bêtises de ses conseillers, des sottises de ses ministres, des colères et des paniques de ses députés, de ses sondages en chute libre, la situation économique et sociale ne cesse de s'aggraver.

C'est anecdotique mais tout de même : voyez comme le supposé président, si infatué d'ordinaire, est enfagoté à Neuilly ! Nicolas Sarkozy soutenait David Martinon qui s'est retiré de la bataille pour ne pas subir une cinglante défaite. Il soutient maintenant Jean-Christophe Fromantin, traître à la sarkozie et prestement adoubé par le fils Sarkozy avant de l'être par le père. Mais un autre dissident, Arnaud Teullé, trahi par Jean Sarkozy mais reçu à l'Élysée par le père est publiquement soutenu par Madame Sarkozy mère.

C'est fou le temps perdu par Nicolas Sarkozy pour cette seule affaire ! Pendant ce temps, la France s'enfonce dans la crise économique et sociale.

Certes, Nicolas Sarkozy a dénoncé le capitalisme qui *marche sur la tête* lorsque le scandale de la Société générale a éclaté. Certes, il a fait un saut à Gandrange pour promettre aux salariés d'Arcelor-Mittal qu'il ne les laisserait pas tomber. Certes, il a bondi à Noyelles-Godault pour annoncer que l'État allait lutter contre la désindustrialisation. Mais les gestes de soutien et les promesses faites en toute hâte ne dessinent pas une politique : l'annonce de la création d'un fonds d'intervention de l'État (avec des *caisses vides* ?) n'est pas satisfaisante : Jacques Chirac avait incité à la création d'une

structure administrative de ce type, qui doublait le ministère de l'Industrie et qui n'a pas freiné de désastreuses logiques.

Les plans de suppression d'emploi s'ajoutent les uns aux autres (*Cristal d'Arques* à Blaringhem, *SFK* à Fontenay-le-Comte, *Sony* à Ribeaupville, *Miko* à Saint-Dizier) et les fermetures d'usines se multiplient : *Kléber* à Toul, *Baxter* à Orléans, *Arkéma* à Marseille, *Charles Jourdan* à Roman, *Flextronics* à Canéjean, *Sony* à Dax, *Kodak* à Chalon-sur-Saône... Il est évident que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de désindustrialisation qui a bien sûr plusieurs causes mais qui s'explique plus particulièrement par la surévaluation de l'euro.

Quand il a le temps de se pencher quelques heures sur les conséquences désastreuses de l'ultra-libéralisme, Nicolas Sarkozy préconise, en guise de *volontarisme*, des actions ciblées et, au mieux, un saupoudrage d'investissements. Il faudrait une politique économique globale, articulant de manière cohérente les moyens que donneraient la nationalisation du crédit, la protection douanière, la dévaluation monétaire.

S'impose l'ouverture d'une crise salutaire dans l'Union européenne - la *rupture* annoncée et jamais décidée.

Annette DELRANCK

Halte aux fous !

La pause, nom d'une pipe ! La quille, nom d'un pieu ! Les journalistes s'épuisent à suivre les folies élyséennes. Obligés de commenter jour et nuit branquignolades et loufoqueries, ils risquent d'être contaminés par l'hystérie collective.

Et moi aussi, je vais finir en toquée grave. J'en suis à me demander s'il faut évoquer les agitations de la mi-février puisqu'elles seront bientôt recouvertes du blanc manteau de dépêches relatant d'autres épisodes scandaleux ou ridicules survenus dans le petit monde disjoncté de l'infrapolitique. Car on étouffe, on s'essouffle, on n'en peut plus (1).

L'émotion violente provoquée par le discours devant le CRIF était à peine calmée lorsque l'attention des médias s'est portée, trois jours durant, sur les déclarations irresponsables de dame Mignon, actrice désormais célèbre de l'*Élysée's Folies*, qui voyait dans les sectes un *non-problème*, qui tenait des propos pour le moins ambigus sur l'*Église de Scientologie* et qui condamnait en termes vifs le travail de la Mission sur les sectes.

Confronté à la désindustrialisation du pays, le patron de dame Mignon a été obligé de tenir des propos sévères sur les sectes. Exposé à une possible déroute aux municipales, François Fillon a été obligé lui aussi de démentir le directeur de cabinet de son président afin d'apaiser, entre autres, les parlementaires indignés que l'on puisse mépriser à ce point leurs tâches d'information et de réflexion sur le phénomène sectaire.

L'émoi était encore au plus haut quand Christine Ockrent, reine des *ménages*, fut nom-

mée à la direction générale de *France Monde* qui va regrouper TV5 Monde, RFI et France 24. Ce faisant, elle serait sous la tutelle de Bernard Kouchner, son compagnon. Les syndicats ont vigoureusement protesté et de nombreux citoyens se sont indignés. L'Élysée a répondu que la dame était compétente. Or il est notoire que les *ménages* (2) sont contraires à la déontologie journalistique. Et Philippe Cohen, sur le site de *Marianne2.fr*, a eu raison de mettre les pieds dans le plat de caviar en rappelant que l'égérie des oligarques, assommante de conformiste, était une journaliste nulle qui a donné les preuves de sa nullité à la direction de *L'Européen* (vite naufragé), et à celle de *L'Express*.

L'intéressée (à tous les sens du terme) s'est indignée qu'on la traite comme *la femme de...* Défense aussi ridicule que celle de Rama Yade qui se plaint qu'on la brocarde dans une petite bataille municipale parce qu'elle est noire de peau. Chacun et chacune peuvent y aller de son couplet - les chauves, les barbus, les gros et les moustachus. Décidément, ça divague partout. La pause, s'il vous plaît, n'en jetez plus.

Angélique LACANE

(1) Même l'excellent Airy Rouquier a pété les plombs en diffusant le texte d'un SMS attribué à N. Sarkozy et qu'il n'avait même pas lu.

(2) Ménages : prestations rétribuées lors d'événements privés ou commerciaux.

La succession Medvedev

Dmitri Medvedev élu président de Russie le 2 mars a déjà un successeur : Vladimir Poutine.

Qui t'a fait roi ? La question posée à Poutine, installé par Eltsine, se repose pour Medvedev, sacré par Poutine. Cinq mois après avoir été nommé Premier ministre, Poutine succédait constitutionnellement au président démissionnaire avant de se présenter trois mois plus tard aux élections présidentielles et être élu : Poutine, Premier ministre en août 1999, devenait président au bout de huit mois. Le même processus se répéterait-il ? Il le peut théoriquement. Certains imaginent également une réédition du modèle serbe où Milosevic avait pu se maintenir à la tête de l'Union entre la Serbie et le Monténégro : Poutine président de l'Union entre la Fédération de Russie et par exemple la Biélorussie ?

Le maintien de Poutine au pouvoir ne doit pas faire oublier qu'il a délibérément décidé de ne pas modifier la constitution en sa faveur afin de briguer un troisième mandat. Cela il ne l'a pas fait. Or personne ne le lui aurait reproché et il aurait été réélu haut la main, car il est populaire. Quelles que soient les restrictions alléguées aux libertés, aucune opposition n'apparaît réellement crédible. Poutine possède donc à la fois la légalité et la légitimité.

Qui parmi ses critiques n'a jamais tenté de fournir une

explication rationnelle à ce phénomène exceptionnel ?

L'une des raisons profondes de ce succès politique est manifestée dans le choix de Dmitri Medvedev. Poutine incarne et conduit la relève de génération dans l'élite russe. Les élections parlementaires de décembre 2007 ont poursuivi cette promotion de nouveaux cadres qui sont autant de partisans loyaux de Poutine. Âgé de 42 ans, Medvedev n'avait donc que 25 ans à la chute de l'Union Soviétique. Il n'a pas de complexes à l'égard de ce passé. Il n'y est pas attaché. Il poursuit l'intérêt national comme si ce passé n'avait pas eu lieu. Il n'est pas tenu par une histoire. Les nouveaux Russes ne sont rien que réalistes.

L'autre raison du succès, corollaire de la précédente, est d'avoir ringardisé l'opposition confinée au parti communiste de Zyouganov et à l'ultra-nationaliste xénophobe Jirinovski. Une partie des thèmes sur lesquels ces partis pouvaient prospérer ont été récupérés par *Russie Unie*. Poutine (on pense à Sarkozy) a su prendre les attitudes qui plaisaient et suffisaient à détourner l'électorat des extrêmes. Mais pour autant le choix de Medvedev est encore plus significatif. Poutine a renoncé à choisir le Premier ministre actuel Zubkov ou, auparavant, de nommer Premier ministre Ivanov, deux hommes réputés plus durs que Medvedev.

Du coup ce dernier plaît aux Occidentaux. Le choix est excellent en termes d'image, ce qui veut dire que, contrairement à ce que l'on lit souvent, Poutine se préoccupe de l'image que son régime donne à l'étranger. Il a été déçu dans ses efforts de nouer des partenariats avec les États-Unis et l'Union européenne. Il a même paru revenir à une logique de guerre froide. Le choix de Medvedev montre qu'il n'entend pas aller trop loin dans cette voie. C'est au contraire un geste d'ouverture. Une politique de force, une affirmation de puissance, ne sauraient être illimitées. Les marges chinoise, centre asiatique ou caucasienne de la Russie ont beau être stabilisées, et, partant, le risque occidental valorisé (Kosovo, Ukraine, Géorgie, antimissiles), Saint-Petersbourg ne peut pas ne pas se priver d'être un acteur reconnu, légitime, actif, au sein du concert international multipolaire. Un Medvedev passera peut-être plus en souplesse dans ces enceintes qu'un Poutine qui serait libre quant à lui de se consacrer entièrement à la construction méthodique des piliers de la puissance matérielle, énergétique, technologique, de la Russie nouvelle. Cette répartition intelligente des rôles, qui pourrait être un exemple pour d'autres démocraties présidentielles, devrait être bien accueillie à l'Ouest, une fois dépassées les polémiques inutiles qui ne visent que les apparences.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** – Le prince Victor-Emmanuel de Savoie et son fils Emmanuel-Philibert ont finalement renoncé à la demande de dommages et intérêts, formulée en novembre dernier devant la Cour européenne des droits de l'homme, en dédommagement de l'exil qu'ils avaient subi. Le prince Emmanuel-Philibert a publiquement présenté ses excuses pour cette demande incongrue qui avait scandalisé de nombreux Italiens et provoqué les désaveux du reste de la famille royale.

♦ **BHOUTAN** – Alors que le pays vient de célébrer le vingt-huitième anniversaire du roi Jigme Khesar et s'apprête à élire pour la première fois une Chambre des députés, plusieurs attentats sont venus perturber la tranquillité habituelle du royaume. Cinq bombes ont explosé en quelques semaines ne faisant que des dégâts matériels. Premier soupçonné : le Parti communiste maoïste basé au Népal et qui recrute essentiellement dans les camps de réfugiés Lothsampas. Les Lothsampas sont une population d'origine népalaise (hindouiste) qui vivait au Bhoutan (bouddhiste) avant que le roi Jigme Wangchuk, craignant qu'un bouleversement démographique et religieux ne vienne à bout de la monarchie comme au Sikkim, ne les fasse expulser dans les années 80.

♦ **SERBIE** – Le prince Alexandre de Yougoslavie, accompagné de son épouse la princesse Catherine, s'est rendu à la veille de la proclamation d'indépendance à Kosovska Mitrovica, la ville ethniquement divisée du nord du Kosovo. Larmes et émotion ont accompagné cette visite du prince Alexandre venu soutenir les Serbes et les exhorter à rester au Kosovo quoi qu'il arrive. « Gardez la tête haute (...) Le plus important pour vous est de rester ici et de demeurer calmes », a dit le prince en ajoutant : « Sagesse, calme, dans la loi et la justice, sont nos seules armes, et nous ne devons pas l'oublier ». « C'est un grand jour pour moi que de voir Son Altesse nous exprimer sa solidarité », a confié à l'AFP Ivanka, en retenant mal ses larmes. Par ailleurs, le Conseil royal a publié un communiqué déclarant : « Une partie du projet de Mussolini et d'Hitler a été entièrement réalisée sur le territoire serbe. (...) Les événements ne sont pas de la faute des Albanais, mais de la faute de ceux qui les ont soutenus, reconnus, encouragés et financés. (...) Ce jour-là, l'Europe a perdu son visage, disqualifié son histoire et montré qu'elle portait en elle le virus de son propre effondrement. Ce jour-là, l'Amérique a trahi Washington, Lincoln et Wilson ».

Belgique en sursis

A

ncien présentateur du journal télévisé de la RTBF puis parlementaire européen, élu local à Gand pendant 18 ans puis à Uccle, Luc Beyer de Ryke, francophone des Flandres, a multiplié les avertissements sur la gravité de la crise belge – sans parvenir à briser le mur d'indifférence qui sépare trop de responsables politiques et de journalistes français d'un pays voisin et ami. Dans un nouvel ouvrage, il montre que le royaume est exposé à une rupture qui serait à maints égards catastrophique.

■ **Royaliste : La crise que connaît actuellement la Belgique est-elle plus grave que les précédentes ?**

Luc Beyer de Ryke : Je vous citerai les dernières lignes de mon livre : « *Elle est comme la maison au cœur du vieil hiver dans le poème de Verhaeren. Une demeure battue par le vent, le vent des peurs et des déroutes. Peut-être, cette fois encore, la vieille demeure retrouvera-t-elle les heures claires. Jusqu'à la prochaine tempête* ». Il faut aussi évoquer la fameuse émission spéciale de la RTBF sur la scission fictive de la Flandre. Informé du projet, mais réservé, je ne pensais pas que la hiérarchie de la RTBF donnerait son aval. Non seulement elle l'a donné, mais elle a joué dans l'émission. Cette dernière n'a pas créé l'événement, mais elle a accéléré les choses. Il y a eu un processus d'emballlement.

■ **Royaliste : Toute l'histoire de la Belgique doit-elle être interprétée à travers le prisme communautaire ?**

Luc Beyer de Ryke : Non, pas tout à fait. Aux origines, il y a effectivement une donnée linguistique, mais elle n'influence pas vraiment la situation d'aujourd'hui. Comment était la Belgique avant la Belgique ? « *De tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves* », disait César. Mais on ne cite pas toujours la suite : « *... parce que les plus éloignés de la civilisation* ». Il fallait, bien sûr, entendre : *de Rome, cœur de l'Empire*. On constate alors les prémices d'une question linguistique. Julien l'Apostat va ouvrir les frontières et les tribus germaniques vont s'établir au nord de la forêt charbonnière. Ils vont y implanter leur patois bas allemand, d'où naîtra le flamand. Dans le Sud, les idiomes celtes vont résister. Et, d'une certaine manière, la frontière linguistique est établie dès cette époque. Elle n'a pas beaucoup changé depuis.

Au début du XIV^e siècle, la bataille des Éperons d'or, qui a lieu à Groeninghe près de Courtrai, n'est pas une bataille linguistique. Et pourtant... Au moment où les villes drapières, comme Gand ou Courtrai, con-

naissent un essor, les Communiens flamands battent la chevalerie française de Philippe le Bel. On dépouille les morts de leurs éperons, lesquels sont accrochés aux voûtes de la cathédrale de Courtrai. Cela a une répercussion énorme. C'est une bataille plus sociale que linguistique. Mais elle suscite un frémissement dans les grandes villes flamandes : les *Klauwaerts*, plébéiens partisans de la griffe du lion, l'emportent sur les *Leliaaerts*, tenants des lys de France. Cette bataille va donner lieu à des mythes toujours persistants dans le mouvement national et nationaliste flamand. Il se saisira aussi du mythe de *Till l'Espiègle*.

Au moment de la Seconde Guerre mondiale, il y avait de grandes affiches avec un beau portrait de *Thyl Uilenspiegel*, accompagné de cette légende (en flamand) : « *avec lui, engagez-vous dans la Waffen SS* »... En l'année 2000, Luc Van den Brandt, alors ministre-président de la communauté flamande, programait l'indépendance de la Flandre pour 2002, 700^e anniversaire de la bataille des Éperons d'or.

Aujourd'hui, la fête de la communauté flamande est située le 11 juillet : la bataille s'est déroulée le 11 juillet 1302. Nous autres, francophones des Flandres, sommes encore appelés *Leliaaerts* par les nationalistes flamands, c'est-à-dire les partisans de la fleur de lys. Tout cela n'est pas tellement anecdotique, puisque l'actualité se nourrit d'une autre actualité très ancienne.

■ **Royaliste : Quels sont les autres événements historiques qui ont marqué la Belgique ?**

Luc Beyer de Ryke : Sous Philippe II, il y a eu la guerre de 80 ans et la rupture de l'unité de la foi ; la fin de l'unité des 17 provinces, avec la naissance des Pays-Bas. Cela a eu une incidence sur la langue. L'émiettement de la langue, les patois, persiste dans les provinces du Sud. Aux Pays-Bas calvinistes, la lecture de la Bible forge une langue unifiée. Un historien flamand, Geert Van Doorne, me disait récemment : « *nous ; Flamands catholiques, nous avons dû attendre la télévision* ». Comme on dit en flamand : « *en riant, le fou dit la vérité* »...

Jusque là, on ne peut pas parler de francisation. Seuls les Grands, les milieux de Cour, parlent français. Il faut attendre le *Bourgeois gentilhomme* puis, au XVIII^e siècle les Volontaires de l'an II. Le mouvement de francisation d'une bourgeoisie qui appartient encore à l'Ancien Régime va être accéléré par une autre catégorie de la population séduite par

les idées nouvelles arrivées dans les fourgons des armées de la République, puis du régime impérial. Mais avec la conscription et les batailles dévoreuses d'hommes, les opinions changent. À la bataille de Waterloo, on trouve des *Belges*, à part égale, dans la Grande Armée et dans la coalition anglo-néerlandaise.

En 1815, on reconstitue les 17 provinces. Au Congrès de Vienne, on donne l'actuelle Belgique à la Hollande. Guillaume I^{er} va entreprendre une politique de néerlandisation. Le bas-clergé (catholique), qui va faire tant plus tard pour la naissance du mouvement flamand, refuse alors d'encourager ce qui vient d'un roi calviniste. En 1830, survient la Révolution contre les Pays-Bas, révolution bourgeoise à l'issue de laquelle naît le royaume de Belgique. Le pays va alors être gouverné totalement en français, alors que la majorité est déjà flamande.

■ Royaliste : En quoi les deux guerres mondiales ont-elles été importantes ?

Luc Beyer de Ryke : La guerre de 1914 - 1918 n'est pas un moment important : c'est un moment capital. Avant la rédaction de mon livre, j'ai rencontré, en compagnie de mon épouse Françoise, des interlocuteurs de tous les horizons politiques, depuis l'extrême droite nationaliste flamande, jusqu'à Paul-Henri Gendebien, rattachiste wallon. Ce qui est frappant, c'est le fait que tous nos interlocuteurs flamands se référaient, quel que soit leur âge, à la guerre de 14. L'armée belge était, avouons-le, une armée de classe. Le corps des officiers s'est battu avec beaucoup de bravoure, mais le sentiment qui demeure dans les consciences est que « *l'on commandait en français et que l'on mourrait en flamand* ».

C'est excessif, mais c'est entré dans la conscience de la Flandre. Il faut dire que l'Allemagne, avec beaucoup de persistance, en 1914 comme en 1940, a pratiqué ce qu'on appelle *die flamenpolitik*, c'est-à-dire la *politique flamande*. C'est durant la guerre de 14 - 18 qu'est instaurée, à Gand, par le gouverneur-général allemand Von Bissing, une université flamande. C'est une université où l'on parle flamand, mais où l'on pense en

allemand. La Belgique est le seul pays de la Communauté européenne où il y a eu des collaborateurs, des *inciviques*, qui datent de la Première Guerre mondiale. Il y avait un *Conseil de Flandre* qui travaillait aux ordres de l'Allemagne.

Autre épisode capital de l'histoire de la Belgique : la *question royale*. Elle mit le pays à deux doigts de la guerre civile. L'attitude du roi Léopold, qui avait refusé de gagner Londres, comme le souhaitait le gouvernement, fut au centre de la déchirure du pays.

■ Royaliste : Venons-en à la crise qui a éclaté pendant l'été 2007...

Luc Beyer de Ryke : Cette crise s'inscrit dans un processus qui a atteint l'an dernier son paroxysme. Du côté francophone, l'écrasante majorité des citoyens ne veut pas la séparation du pays et presque tous les francophones, bruxellois ou wallons, ne souhaitent aucune réforme.

Les Flamands veulent au contraire une profonde réforme de l'État sans être séparatistes : seule une minorité milite en ce sens. Mais l'écrasante majorité souhaite un approfondissement du confédéralisme. Or ce confédéralisme est un séparatisme de facto sous un label belge. Les Flamands veulent que la Sécurité sociale soit coupée en deux, de même que l'organisation judiciaire.

Beaucoup disent : « *Avec la Belgique si l'on peut, sans la Belgique s'il le faut*. »

■ Royaliste : La Belgique a maintenant un gouvernement...

Luc Beyer de Ryke : Guy Verhofstadt a réussi un véritable tour de force en constituant un gouvernement mais celui-ci est transitoire : il durera jusqu'au 23 mars, date à laquelle Yves Leterme lui succédera... pour préparer les réformes institutionnelles.

■ Royaliste : La monarchie peut-elle encore maintenir l'unité belge ?

Luc Beyer de Ryke : Sans monarchie, la Belgique cessera immédiatement d'exister car dans une République le président ne pourrait être ni flamand, ni wallon, ni bruxellois !



■ La Belgique ne survit que grâce à la monarchie. Mais pour combien de temps encore...

Cela dit, la monarchie ne permet plus de préserver l'unité de la Belgique. Désormais, la puissance des partis l'emporte sur la personne royale. Le roi ne nommera jamais un ministre qui n'aurait pas l'aval des partis et des présidents de parti. Au lendemain de la guerre, pendant la *question royale*, 70 % des Flamands étaient favorables à la monarchie, alors que maintenant une majorité souhaite une République flamande.

■ Royaliste : La question de Bruxelles se pose de manière spécifique...

Luc Beyer de Ryke : Oui. Les Bruxellois et les Wallons ne s'aiment pas. Par ailleurs, les Flamands considèrent que Bruxelles est la capitale de la Flandre et ils voudraient partir en annexant la ville et en accordant des facilités aux francophones bruxellois, qui constituent entre 85 et 90 % de la population. Bruxelles est totalement encerclée par des territoires flamands et les communes à *facilités* sont composées d'une très forte majorité de francophones (entre 70 et

80 %) mais les Flamands n'admettent pas que l'on parle français sur leur territoire et ils exigent que les délibérations municipales soient prises en langue flamande : s'il y a un mot de français, les décisions sont annulées par la tutelle.

En cas de séparation, Bruxelles peut être tentée par un statut de *ville capitale* ou *district européen*. Quant à la Wallonie, elle est plus fragmentée qu'on le croit, entre le sillon industriel Sambre et Meuse et la province du Luxembourg, à caractère rural. Si la Flandre fait sécession, il y aura une République flamande et non une unification avec la Hollande. La province wallonne du Luxembourg est attirée par le Grand-Duché alors que les Liégeois sont francophones. C'est vous dire la gravité de la situation et les incertitudes qui l'accompagnent.

Propos recueillis par Alain SOLARI

Luc Beyer de Ryke - « *La Belgique en sursis* ». De Guibert. prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

Regards sur la religiosité américaine

Spécialiste des États-Unis, Denis Lacorne reprend la question, toujours ouverte, de la religion en Amérique : regards des Français, qui varient selon les époques, conceptions et pratiques des citoyens des États-Unis, contradictoires, qui mettent en jeu l'identité de la nation.

Ceux qui ne sont pas familiers de États-Unis – tel est mon cas – croient connaître le pays par le cinéma et la télévision. Les plus soucieux d'information ajoutent quelques livres – au premier rang desquels figure l'inévitable Tocqueville. Quant à la religion des Américains, nous sommes assommés de clichés au centre desquels figure non moins inévitablement le Puritain. Et l'on se demande comment diable cette religiosité omniprésente – y compris sur les billets de banque (*In God we trust*) – peut accompagner le mouvement d'une société qui serait radicalement utilitaire et matérialiste.

Or pour comprendre au moins certains aspects d'une société américaine très différente de la nôtre, il faut commencer par suspendre toutes analyses et jugements antérieurs, qui trop souvent ne sont que la projection sur un domaine étranger de nos inquiétudes et de nos attentes franco-françaises.

A cet égard, Denis Lacorne donne une précieuse leçon de méthode. Il nous fait lire tout ce que nos littérateurs, nos philosophes, nos essayistes, voyageurs ou sédentaires, ont écrit depuis trois siècles sur les États-Unis – ce qui fortifiera en chacun la vertu de prudence.

Comme les plus lancés de nos intellectuels germanoprats, chacun y va de son opinion, empreinte de toques et de phobies. C'est toujours intelligent et bien écrit, mais rarement équilibré faute d'information suffisante. Qu'importe ! Voltaire règle ses comptes avec l'Église catholique en célébrant les Quakers, le rousseauiste Ferdinand Bayard dénonce au contraire les violences exercées par ces croyants exemplaires sur les *naturels*, Chateaubriand s'insurge contre cette *compagnie de marchands avides*. C'est annoncer le discours anti-américain des non-conformistes des années trente (Robert Aron, Arnaud Dandieu), qui récusent le collectivisme tout autant que la société de pur profit dont l'Amérique serait le modèle ignoble. Là encore, projection de nos problèmes français et européens sur un peuple qui est aussi varié dans ses comportements et aspirations que les autres.

Autre cas, moins connu : la projection des fantasmes français sur l'immigration des peuples de couleur. Le très respecté André Siegfried, figure emblématique des sciences politiques, fait preuve dans son analyse des États-Unis d'un racisme qui préfigure les thèses de Huntington : « les gènes hétérogènes, catholiques, juifs, quasi orientaux même [que le peuple américain] sent croître en

lui et qui contredisent toute sa tradition, l'effraient ». Et le vénéré professeur d'agréments son *analyse* de propos antisémites auxquels Edouard Drumont aurait souscrit.

Mais Tocqueville ? Tout occupé à justifier sa théorie sur l'égalisation des conditions, il s'est beaucoup trompé sur les acteurs de la démocratie en Amérique. Il a surestimé le rôle politique des puritains alors que divers historiens américains soulignent le caractère partiellement mythique des Pères Fondateurs, énumèrent les références à la latinité païenne au XVIII^e siècle et montrent que la Constitution fédérale de 1787 est bel et bien fille des Lumières. En fait, Tocqueville fut tenté par « l'idée d'une double narration de l'histoire politique des États-Unis – puritaine et égalitaire d'un côté, anglicane et inégalitaire de l'autre [...]. Elle aurait sans doute mieux expliqué le grand drame de la seconde moitié du XIX^e siècle – la guerre de Sécession. Mais elle aurait singulièrement compliqué la tâche d'un historien philosophe qui cherchait à innover en associant des phénomènes apparemment très différents : le puritanisme, la liberté religieuse et l'égalité politique et sociale d'un peuple en formation ».

Dans son titre (1) en forme de clin d'œil assassin à l'au-

teur de *La Démocratie en Amérique*, Denis Lacorne maintient quant à lui une permanente tension dialectique entre les auteurs français et leurs collègues américains – surtout dans l'analyse d'une histoire politique aussi complexe que la nôtre.

Là encore, il convient d'être très réservé lorsque nous entendons disserter sur le retour du puritanisme, les *born again*, les télévangélistes et les invocations au Tout-Puissant. Ces manifestations spectaculaires de religiosité ne se limitent pas à la présidence de George W. Bush : bien des présidents ont multiplié les déclarations pieuses et confessé publiquement leurs péchés (Bill Clinton fut le dernier en date) mais les États-Unis eurent aussi des présidents mécréants (Ronald Reagan) et même un catholique. Surtout, les déclarations exaltées et les poses moralisantes servent aussi à atteindre des objectifs électoraux : en l'occurrence, la reconquête par le Parti républicain de l'électorat blanc et raciste du Sud.

Denis Lacorne montre enfin qu'il y a aux États-Unis un passionnant débat sur ce que nous appelons en France la laïcité. Les Américains ne connaissent pas le mot mais ils s'affrontent (intelligemment) sur la chose : la laïcité américaine, « *c'est d'abord la lente construction d'une sortie du religieux centrée sur la reconnaissance du principe de séparation de l'Église et de l'État* ». Les aventures de la dialectique américaine continuent...

Maria DA SILVA

📖 (1) Denis Lacorne – « *De la religion en Amérique, Essai d'histoire politique* », Gallimard, 2007, prix franco : 16 €. [Achat immédiat](#)

📖 Du même auteur : « *La crise de l'identité américaine* », réédition coll. Tel, Gallimard, 2003, prix franco : 11 €. [Achat immédiat](#)

📖 **Rappel** : La revue *Cité* (numéro 33) avait publié un important *Dossier Amerika*. Ce numéro est toujours disponible. Prix franco : 7 €. [Achat immédiat](#)

Enquête sur la démocratie

Décidément, nous n'en sortons pas. Depuis des mois, les essais se bousculent autour de la philosophie politique, de la démocratie, de la tyrannie de l'opinion, des pièges du libéralisme. Chacun s'accorde à reconnaître une crise qui déstabiliserait nos régimes et s'emploie à en déterminer les causes. Comment ne pas se féliciter de cette volonté d'élucidation ? Elle témoigne d'un essor de la réflexion et d'un désir de surmonter nos contradictions plutôt que de les nier ou de les exaspérer. Il est vrai aussi qu'une tendance minoritaire voudrait exploiter l'incertitude, voire les angoisses du moment, pour aboutir à une nouvelle radicalisation révolutionnaire. *Libération* vient d'en faire un dossier au demeurant intéressant et équilibré. On voit mal une réalisation concrète d'un tel projet, même s'il ne faut pas sous-estimer la force des révoltés de la mondialisation. Un Slavoj Žizek, confronté au possible, apparaît démuné de ressources pratiques pour relancer une explosion sociale conséquente. Il ne suffit pas de rééditer les discours de Robespierre et de réhabiliter l'intention léniniste initiale pour recommencer une histoire qui repasse rarement les plats.

N'empêche qu'on aurait tort de dédaigner ce qu'il y a d'intéressant, de provoquant chez un Žizek (voire un Alain Badiou) et dont sait tirer partie Jean-Claude Michéa lorsqu'il s'interroge sur les failles du système libéral. Et de façon plus générale le temps semble venu de considérer toutes les principales références de notre univers contemporain (démocratie, droits de l'homme, libéralisme, etc.) non moins comme des modèles achevés que comme des énigmes à sans cesse dénouer. On n'y fera rien. Les meilleurs réquisitoires révolutionnaires et contre-révolutionnaires seront impuissants à défaire ou à nier ce qui est la substance de notre civilisation et de nos modes de vie. J'en dirais autant d'ailleurs sur le régime représentatif qui semble être aujourd'hui l'élément le plus fragilisé du dispositif démocratique. Que nous le voulions ou non, nous ne pourrions nous en passer sauf à renoncer à ce qu'il y a de plus précieux dans les procédures inventées chez nous par la monarchie constitutionnelle : échange des opinions à travers la discussion ordonnée, négociation possible entre les intérêts des classes et des professions. Que cela doive être corrigé, amélioré, complété sous les coups de boutoir de la démocratie d'opinion, bien sûr. Mais on ne pourra raisonnablement avancer au sein de la crise qu'en innovant pour rendre plus opérationnels les instruments ou les médiations reçus de notre élaboration historique. Et cela est aussi vrai des institutions parlementaires, d'un exécutif forcément monarchique, que de l'héritage historique de la nation même confronté à l'organisation européenne et à l'espace mondial.

par Gérard Leclerc



C'est dire à quel point l'*Enquête sur la démocratie* relève d'un souci permanent, aujourd'hui crucial et qu'il convient de mettre en synergie tous les apports qui nous permettent d'y voir plus clair et de dessiner les solutions rationnelles possibles pour surmonter sinon la crise qui durera encore des décennies, du moins quelques-unes de ses provocations. C'est dans cet esprit que j'ai accueilli le recueil d'études publié sous ce titre par Pierre Manent. La substance en est extrêmement dense et sa seule préface a valeur d'un essai entier pour la richesse de ses références et de ses prolongements. J'en retiendrais ici la principale idée parce qu'elle touche au cœur même du débat que nous avons esquissé. Qu'il y ait crise, contestation, prurit de révolte, cela n'empêche pas que nous vivons en démocratie libérale et que vouloir s'émanciper de cette réalité première est simplement impensable. Lisons Pierre Manent : « *Le libéralisme, ou la démocratie libérale, c'est notre régime politique, c'est-à-dire la manière dont nous nous gouvernons. Or, ce beau système n'a pas été trouvé dans les bois, ni sous les sabots d'un cheval. Il est le fruit d'une très longue élaboration, d'une très longue distillation, de sorte qu'il résulte de toute notre histoire, il la prolonge et la contient. Il est la formule difficilement trouvée grâce à laquelle nous avons enfin réussi à vivre ensemble de manière à peu près satisfaisante. Qui, nous ? Nous les Européens.* » On comprend que le régime libéral échappe en quelque sorte aux libéraux, du moins doctrinaires, parmi lesquels Pierre Manent ne se range pas, ne prenant pas à la lettre les principes érigés en système. N'empêche qu'il est obligé, comme tout un chacun, de « *consentir au libéralisme* », sous peine sinon « *de laisser le mouvement du monde filer entre nos doigts.* »

Pourtant, deux sortes d'adversaires se sont avisés de se mettre en travers de ce mouvement, les chrétiens forts du projet de l'*autre cité* et les républicains inspirés des exemples grec et romain. Les uns et les autres ont échoué et ils ont été vaincus par le bourgeois : « *Le républicain comme le chrétien nous semblent emportés par des mouvements d'imagination ridicules, ou en tout cas qui nous font sourire, car ils visent à la gloire ou à la vertu pour le premier, au salut pour le second, incitant alors le premier à sacrifier, le second à mortifier sa vie – la seule que nous ayons ! Le bourgeois, lui, c'est le principe de sa vertu ou de ses vertus, les vertus bourgeoises, le bourgeois a peur de mourir.* » Foin de l'infini et de l'héroïsme – cette catégorie si importante pour Vico – le libéralisme a renoncé aux cités utopiques ou imaginaires. Malgré Jacques Maritain ou Jean-Pierre Chevènement – on me pardonnera de simplifier ainsi les choses – la modernité libérale récuse aussi bien l'évangélisme de saint François que le républicanisme de Caton.

Dans l'enquête permanente sur la démocratie qui se déploie en ce moment, la recherche propre à Pierre Manent nous semble rejoindre par d'autres voies celle de Marcel Gauchet. Les deux penseurs partent d'un socle commun qu'ils ne cessent de problématiser. C'est à partir de lui qu'ils découvrent les manques, les contradictions, les dangers, éventuellement les stratégies à inventer. Soumis à cette détermination libérale, pouvons-nous être encore sujets de notre histoire et devons-nous renoncer aux antiques vertus ?

■ Pierre Manent - « *Enquête sur la démocratie* », coll. Tel Gallimard, prix franco : 16 €.



Regards

Otages, ô désespoir !

Toujours d'un grand intérêt, la revue (1) publiée sous l'égide de l'I-RIS (Institut de Relations internationales et stratégiques) a récemment livré un solide dossier sur « *La Russie, entre héritage et mutations* » qu'il est utile de consulter – que l'on soit d'accord ou non avec les idées exposées par les auteurs – si l'on veut échapper aux clichés extraordinairement réducteurs diffusés par les médias.

Il est regrettable, cependant, qu'aucune étude spécifique ne soit consacrée au redressement de l'économie russe et à ses perspectives de développement.

Dans le même numéro, on retrouvera avec plaisir Jean-Luc Domenach, qui fait partager son « *regard sur la Chine* » au fil d'un entretien avec Pascal Boniface. On retrouvera nos préoccupations politiques, à la fois nationales et internationales, grâce aux analyses sur le codéveloppement que publient Christophe Daum et Christophe Courtin. Cette idée générique est en *décadence*, explique le premier tandis que le second démontre, chiffres à l'appui, que le codéveloppement vanté par Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux est à la fois une *supercherie* intellectuelle qui consiste à lier immigration et codéveloppement et l'*alibi* d'une politique de réduction des flux migratoires.

En ce domaine comme ailleurs, ce qui s'énonce comme *politique* se fait sans la moindre réflexion : il s'agit de conquérir des voix et de les conserver pour les prochaines échéances.

Jacques BLANGY

(1) *La Revue internationale et stratégique*, n°68, hiver 2007-2008. Dalloz, 2008. prix franco : 20 €.

 Achat immédiat

Nicolas S. à l'Élysée et Nicolas Sarkozy, prisonnier des Hurons (1), ont sombré en même temps dans la dépression. Comment le savons-nous ? Par le Colonel Sponz qui a pénétré dans la pétaudière élyséenne et recruté dans le village indien une Mata Hari qui envoie des rapports quotidiens dont il nous fait ci-dessous la synthèse.

Autrefois, on parlait du Château avec quelque révérence. Depuis l'enlèvement de Nicolas et Cécilia, l'Élysée n'est plus à l'Élysée. Pour le dire plus simplement, l'Esprit de l'Histoire, déjà singulièrement essoufflé lorsque Jacques Chirac habitait le vieux palais, s'en est allé inspirer d'autres lieux. Du moins, telle était la rumeur colportée par divers agents. Pour en avoir le cœur net, je décidai d'y aller voir, affublé d'une moustache neuve et d'une tenue de diplomate syldave agrémentée de la coiffe traditionnelle du paysan bordure. Sans que les gendarmes et les huissiers s'inquiètent de cette contraction vestimentaire, je fus conduit à une remise de Légion d'Honneur. Lâché dans la foule des courtisans, il me fut facile de m'en exfiltrer pour aller écouter aux portes des bureaux.

Je confirme que cela tourne au chabonais. Le pilotage de Nicolas S. et Carla B. aurait pu réussir si le comité secret chargé de cette tâche avait rempli sa fonction. Mais tout oppose Claude Guéant, Henri Guaino et Emmanuelle Mignon : les convictions, les expériences, l'allure. C'est ce qui explique que Nicolas S. tienne des discours contradictoires ou franchement aberrants. Le pauvre homme, immigré clandestin et bon père de famille, musulman pratiquant mais pas intégriste

pour un sou, se rebelle de plus en plus souvent. Par exemple, il ne voulait pas invoquer les *racines chrétiennes* de l'Europe sans pouvoir placer un mot sur l'apport arabo-musulman et sans célébrer le génie du judaïsme – car sa grand-mère était une juive de Marrakech qui avait épousé un commerçant algérien.

Pour obtenir gain de cause, un conseiller secret avait fait boire le malheureux qui, n'ayant pas l'habitude de la vodka bison, avait prononcé son discours dans un état semi-comateux. Il avait aussi refusé tout net de lire le texte préparé pour la soirée du CRIF car il le trouvait odieux. On avait alors mandé un médecin marron, qui lui fit une piqure spéciale...

Depuis, Nicolas S. est frappé de confusion mentale : il confond l'*Église de Scientologie* et l'*École des Hautes Études en Sciences humaines, Arcelor Mittal et Heavy Metal*, Christine Ockrent et une animatrice de la *Star Academy*, François Fillon et François Hollande – donnant à ce dernier du *cher Premier ministre*. Il a même interpellé le premier président de la Cour de Cassation, croyant saisir le Conseil Constitutionnel sur le cas d'un cousin placé en détention – et non en rétention de sûreté – pour le vol du porte-monnaie de Laurence Parisot.

Et pour tout vous dire, le pauvre Nicolas S., qui était

d'une moralité exemplaire avant d'être recruté par Henri Guaino, passe de phases dépressives à de longues périodes d'excitation érotique. Comme hanté par le lieu où ses trois prédécesseurs réalisèrent tant d'exploits amoureux, il saute sur tout ce qui porte jupon.

Pendant ce temps, mon agent au Canada, une Mata Hari huronne recrutée grâce aux fonds secrets de la NAR, me dit par SMS quotidien que le vrai Nicolas Sarkozy, notre Président aux liens, ne va pas bien. Cécilia et lui sont gardés la nuit dans des tentes à part et leurs rencontres dans la cabane parloir ont lieu en public. C'est vous dire que, question sexe, c'est ceinture, alors que le campement est parcouru jour et nuit par de jeunes et belles luronnes : il y a de quoi devenir fou.

Pour fuir ses obsessions, notre Guide suprême a tenté d'explorer les voies spirituelles. Remettant le couvert avec les *racines chrétiennes*, il eut le malheur de tomber sur un Huron voltairien qui lui expliqua doctement que M. de Voltaire préférait les Quakers au Pape de Rome. Un coup de tomahawk fit entrer ce point d'histoire dans la tête du néophyte.

Aux dernières nouvelles, l'hyper président a sombré dans la mélancolie. Il voudrait revoir sa maman mais il ne doute pas qu'elle fait campagne pour le candidat de l'UMP à Neuilly. Au plus noir de sa nuit, cela brille comme un rayon de soleil.

Colonel SPONZ

(1) cf. les numéros 917 et 918 de *Royaliste* pour se remémorer le début des aventures de nos deux héros.

CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique de Défense nationale"** et, d'autre part, **"Liberté du journaliste et indépendance de la presse"**.

GENS DE FRANCE

Le site internet de l'Association *Gens de France* dont le prince Jean, duc de Vendôme, est le président, vient d'être entièrement rénové. Présentation plus agréable, navigation plus simple, si cette transformation s'accompagne d'une mise à jour régulière, cela sera parfait...

➡ <http://gensdefrance.com>

Rappelons que Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou et cousin du prince Jean a également un site internet fort bien fait :

➡ www.ducdanjou.com

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

FANIONS

Nous proposons à nos lecteurs des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm.

Prix franco : 8 € ➡ [Achat immédiat](#)

PORTE-CLÉ



Porte-clé fleurdelysé, diamètre 30mm, attache de qualité, fabrication du maître-médailleur Martineau.

Prix franco : 8 €.

➡ [Achat immédiat](#)

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 5 mars** – Pas de conférence en raison des vacances d'hiver.

● **Mercredi 12 mars** - Marc Joly nous avait présenté en 2002 ses premières analyses de l'Union européenne, nourries d'une expérience directe du fonctionnement de ses institutions. Il prépare actuellement, à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, une thèse de doctorat sur la réception de l'œuvre

de Norbert Elias tout en continuant à étudier la construction européenne.

Dans le livre qu'il a récemment publié, **Marc JOLY** démonte « **Le mythe du père Monnet** », dévoilant la manière dont les élites supranationalistes ont, après la guerre, présenté Jean Monnet comme le « *Père fondateur* » de l'Europe. Sous l'image pieuse, c'est une organisation non démocratique et une idéologie radicalement hostile aux États nationaux qui se met en place. Cette genèse méconnue nous permet de mieux comprendre la stratégie des oligarques européens et le déni de démocratie dont le peuple français vient d'être victime.

● **Mercredi 19 mars** - Normalien, agrégé de philosophie, **François HÉRAN** est démographe et dirige actuellement l'Institut national d'études démographiques. Sa double formation intellectuelle et ses responsabilités lui permettent d'aborder avec rigueur et sérénité « **La sempiternelle question**

de l'immigration », livrée depuis un quart de siècle aux démagogues, aux hypocrites et aux rêveurs.

Sous l'égide de Nicolas Sarkozy, le gouvernement prétend innover en la matière pour mieux conserver son électorat xénophobe ou supposé tel. « *Immigration choisie* », définition de quotas, chasse aux clandestins : que valent ces méthodes déjà expérimentées par divers pays ? Surtout, comment envisager l'avenir de la nation française, actuellement vieillissante, sans ce que François Héran appelle une « *infusion durable* » d'hommes et de femmes venus de l'étranger ?

● **Mercredi 26 mars** - **Daniel Bensaïd** est professeur de philosophie à l'université de Paris VIII. Nous le connaissons depuis quarante ans comme l'un des principaux dirigeants de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Nous l'avions accueilli une première fois pour le livre que ce fin lecteur de Péguy avait

consacré en 1991 à Jeanne d'Arc et nous avions lu avec grand intérêt son « *Marx l'Intempestif* ».

Nous sommes heureux d'approfondir notre débat à l'occasion de son « **Éloge de la politique profane** », aujourd'hui mise à mal par la conjonction du marché globalisé et des divers phénomènes du fameux « *retour du sacré* ». La réflexion n'est pas seulement philosophique. Il faut continuer de penser le statut du Politique dans un monde qui tente de le détruire. Il faut aussi poser clairement les questions de stratégie trop souvent éludées au fil des combats tactiques que nous menons les uns et les autres depuis vingt ans.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Manipulation de mémoire

Vouloir « confier la mémoire d'un des 11 000 enfants français victimes de la Shoah » à tous les enfants de CM2 est au sens premier du terme un scandale : un acte de division, d'une violence inouïe.

Le discours attribué à Nicolas Sarkozy me place dans une situation intenable. Il me touche au plus intime et provoque en moi des réactions qui risquent d'affecter les prises de position que j'exprime au nom de notre collectivité militante. En toute rigueur, je ne devrais pas commenter le texte lu le 13 février devant le Conseil représentatif des institutions juives. Je m'y résous cependant parce que mon expérience personnelle (1) peut aider à comprendre la portée de l'agression commise par le supposé président.

Cette expérience me conduit à préciser que tous les mots employés pour évoquer la déportation et les camps nazis sont chargés d'une émotion indicible et que toute maladresse dans leur emploi provoque ou réveille d'insondables blessures.

C'est pourquoi je ne veux pas répliquer à celles des victimes de la Solution finale qui ont approuvé le projet de Nicolas Sarkozy. Serge Klarsfeld est président d'une association d'enfants de déportés. Je suis membre d'une amicale de déportés mais je n'ai pas qualité pour parler en son nom. En invoquant la mémoire des « 11 000 enfants français victimes de la Shoah », Nicolas Sarkozy commet une double erreur historique (il y eut 11 400 déportés et tous n'étaient pas français) et nous pousse à entrer dans le conflit des organisations et dans la concurrence des victimes : pourquoi les seuls

Français, pourquoi exclure de la commémoration scolaire les autres enfants déportés, les adolescents... ? Nous avons chaque année une Journée de la Déportation : elle nous évite d'entrer dans l'abominable logique du tri, elle réunit tous ceux qui se différencient par les épreuves subies, par les filiations, par les convictions.

Les historiens de la Déportation savent qu'il y a entre les déportés, entre les enfants de



déportés, des discussions et des heurts comme il peut y en avoir dans un hôpital pour grands blessés. Mais ces conflits se résolvent au sein des familles et des associations par un *travail de mémoire* (2) d'une extrême délicatesse qui renforce notre solidarité. Cette fois encore, elle ne sera pas entamée par la provocation d'un homme qui n'a jamais cherché à nous comprendre et qui ne nous respecte pas.

Quant au « devoir de mémoire », c'est pour moi une injonction absurde : la mémoire douloureuse demande à être soulagée autant que possible. Les martyrs n'ont pas demandé aux survivants de souffrir leur mort, mais de vivre. Simone Veil dit très justement que les rescapés de

l'enfer ont cherché à protéger leurs enfants par leur silence. Ceux qui ont fait partager aux leurs le poids de leurs terribles souvenirs ont souvent provoqué des réactions de révolte et des désordres psychiques profonds, parfois irréparables.

Le « travail de deuil » - interminable - se fait au sein des familles, entre amis, au sein des associations de déportés. Et voilà qu'on tente de faire supporter à des enfants qui n'appartiennent pas à cette fraternité tout un héritage de terreur et de mort qui provoquera en eux des traumatismes dont la rédactrice et le lecteur du discours du 13 février n'ont pas la moindre idée. Leur tentative n'est rien d'autre qu'une manipulation de mémoire, à des fins démagogiques.

Elle s'accompagne d'une insulte faite à l'ensemble du corps enseignant et plus particulièrement aux professeurs d'histoire et de philosophie du secondaire. Ils font, j'en témoigne, une œuvre admirable dans leurs salles de classes, dans les associations de déportés et en liaison avec elles. Avec beaucoup de précautions, ils conduisent leurs élèves sur les lieux de la déportation ou aux expositions itinérantes, invitent des déportés... Or voici qu'on les traite comme s'ils ne remplissaient pas leur mission, comme s'ils maintenaient leurs élèves dans une quiète ignorance. Polémique infamante.

Ces agressions doivent cesser. Sur la Résistance et sur la Déportation, il faut que Nicolas Sarkozy se taise désormais.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sur mes parents, cf. François-Marin Fleutot, *Des royalistes dans la Résistance*, Flammarion, 2000 (prix franco : 23 €)

[Achat immédiat](#)

et la revue *Lys rouge*, n° 52 (prix franco : 5,40 €).

[Achat immédiat](#)

(2) J'ai signé la pétition lancée par *Le Nouvel observateur*, dont Régis Debray est le premier signataire. <http://tempsreel.nouvelobs.com/php/petition16/>